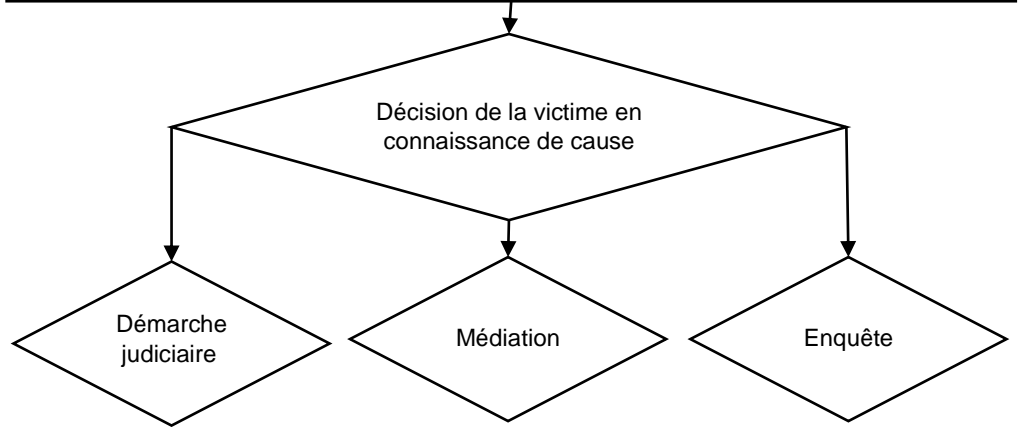
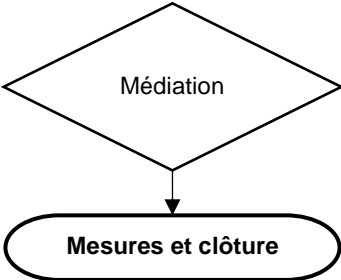
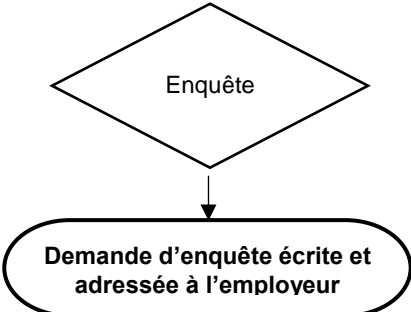
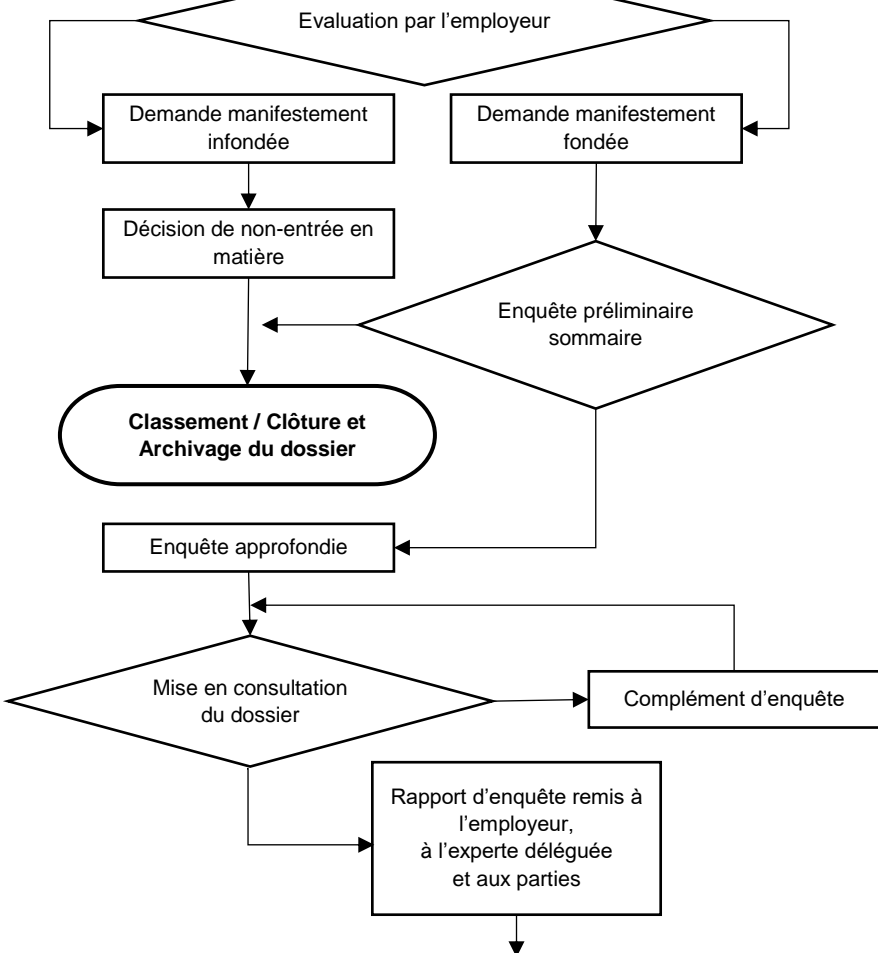


Qui ?	Quoi ?	Comment ?
Victime	<p>La victime peut solliciter les voies institutionnelles ou le Dispositif de protection de l'intégrité personnelle (RPI) en demandant un entretien individuel, une médiation ou l'ouverture d'une enquête.</p> <p>Elle peut aussi choisir de solliciter les autorités judiciaires sans passer par les voies institutionnelles ou le RPI.</p>	Dès l'engagement d'une procédure judiciaire, il n'est plus possible de demander l'exécution d'une procédure interne ou du RPI.
Experte déléguée Employeur	<p>Si faits poursuivis d'office, la justice est saisie par l'experte déléguée ou l'employeur.</p>	
VOIES INSTITUTIONNELLES		
Victime	<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 15%;"> <p>Responsable direct</p> </div> <div style="border: 1px solid black; border-radius: 20px; padding: 10px; width: 30%; text-align: center;"> <p>Prise de contact et orientation</p> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 15%;"> <p>ComPhoNe 079 559 45 80 CONFIDENTIEL</p> </div> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 15%; margin-top: 10px;"> <p>SPART CDF : 72 444 PRT : 33 011</p> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 15%; margin-top: 10px;"> <p>SGSE PRT : 33 810 CDF : 73 810 CONFIDENTIEL</p> </div>	Le service sollicité accueille, écoute et oriente vers les personnes de confiance.
LE DISPOSITIF DE PROTECTION DE L'INTEGRITE PERSONNELLE (DPI)		
Victime	<p style="text-align: center;">Personnes de confiance</p> <p style="text-align: center;">CCT Santé 21 https://www.cctsante21.ch/node/105 CONFIDENTIEL</p>	Sollicitation d'une personne de confiance
Victime Personne de confiance Experte déléguée Employeur	<p>Entretien initial et évaluation de la situation avec la personne de confiance - CONFIDENTIEL</p> <div style="text-align: center;"> <p>↓</p> <p>Décision de la victime en connaissance de cause</p>  </div>	La personne de confiance expose les faits à l'experte déléguée.

<p>Parties concernées Experte déléguée Employeur</p>	<p>La médiation reste possible après accord des deux parties à n'importe quelle étape de la procédure.</p> 	<p>Procédure confidentielle pouvant être demandée par la victime ou l'encadrement.</p> <p>Information à l'employeur de la médiation et des résultats avec accord des parties.</p> <p>Solution alternative en cas d'échec à la médiation.</p>
<p>Victime Témoïn Département RH</p>		<p>Enquête demandée à l'employeur par la victime, les témoins ou le D^P RH.</p>
<p>Enquêteur Employeur Experte déléguée Parties concernées.</p>		<p>L'employeur peut demander conseil au près d'experte déléguée pour la poursuite de l'enquête.</p> <p>Enquête menée par l'un des enquêteurs du DPI (voir liste).</p> <p>L'enquêteur rédige le rapport d'enquête. Il peut faire des recommandations à l'employeur.</p>

